

Éléments chronologiques de la crise malgache - décembre 2008 à Juin 2009 -

Les éléments présentés ci-dessous visent à donner les principales informations de compréhension de la crise politique malgache de ces derniers mois. Ces repères ne peuvent et n'ont pas l'ambition d'être exhaustifs.

Décembre 2008

- **Le 13 décembre 2008:** Les tensions entre Andry Rajoelina, maire d'Antananarivo depuis 2007, et le gouvernement de Marc Ravalomanana s'accroissent brusquement avec la fermeture de la télévision privé Viva.

Janvier 2009



24 janvier 2009. Source : Photo : AFP



source : Rue 89

Rassemblements des partisans d'Andry Rajoelina

Le 24 janvier 2009, Andry Rajoelina appelle à la grève générale et à un rassemblement de l'opposition à Antananarivo. Le lendemain, le président malgache, de retour d'un voyage écourté à l'étranger, déclare "rétablir l'ordre" et "sauvegarder la République" à Madagascar.

Des manifestations se déroulent dans la capitale malgache, accompagnées d'actes de violence (pillages, coups de feu, etc). Ces manifestations rassemblent plusieurs milliers de malgaches aussi bien celles organisées en faveur de l'opposition que pour celles soutenant le gouvernement en place.

Le climat dans la capitale malgache est tendu. A partir de janvier, des manifestations, des mouvements de foule forts et des émeutes se succèdent. Des destructions et des pertes de vies humaines sont comptées. Au total, il y aura plus de 200 morts directement liés aux émeutes et manifestations de cette crise politique.

Fin janvier, l'opposition déclare qu'elle assure le pouvoir, tandis que Marc Ravalomanana maintient qu'il est toujours le président du pays.

Février 2009

- **Une procédure de déchéance du président Marc Ravalomanana** déposée par Andry Rajoelina auprès de la Haute Cour constitutionnelle (HCC) de Madagascar n'aboutira pas car la HCC s'est déclarée incompétente expliquant qu'elle ne pouvait en l'état actuel examiner cette demande.

Actualité – crise malgache

- Face à son autoproclamation en tant que dirigeant du pays, **Andry Rajoelina, est destitué de sa fonction de maire** par le ministre de l'intérieur le. Une administration provisoire est alors mis en place dans la capitale.
- **Le 7 février**, Andry Rajoelina crée une "Haute Autorité de transition".
- Au cours de ce mois de février, plusieurs rencontres sont organisées entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, sans succès.

Position de la communauté internationale

L'Union européenne et les autres institutions internationale appellent au dialogue.

Dans ce sens, plusieurs délégations et médiations internationales se rendent sur place courant février pour essayer d'influencer et inciter à une sortie de crise.

L'Union Africaine, la Commission de l'Océan Indien, le secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie (M. Joyandet), des chefs d'Eglises ou encore l'assistant du secrétaire général des Nations Unies chargé des affaires politiques (M. Haile Menkerios,) se sont succédés.

Parallèlement, les bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International ou encore la Norvège suspendent leurs aides financières non urgentes en directement de Madagascar.

Mars 2009

- **Les tensions se poursuivent à Antananarivo**, malgré une faible mobilisation de la population en dehors de la capitale malgache, Début mars, la situation semble bloquée.
- **Le 8 mars 2009, une mutinerie éclate** dans un camp militaire près d'Antananarivo. Jusqu'à lors, l'armée ne semblait pas prendre position et avait déclarée précédemment adopter une logique de neutralité. Rapidement, l'armée demande aux politiques de mettre fin à la crise, notamment à travers un ultimatum.
En quelques jours, **la situation se radicalise**, au cours desquels l'armée se positionne en tant qu'arbitre, et où Marc Ravalomanana propose d'organiser un référendum et l'organisation d'assises nationales.
- **Le mardi 17 mars**, sous pression, **Marc Ravalomanana signe une ordonnance qui transfère ses pouvoirs à "un directoire militaire"**.
- Rapidement, **les généraux confient les plein pouvoirs à Andy Rajoelina**, via une nouvelle ordonnance. Celui-ci se proclame président de transition.
- Le mercredi 18 mars, la cour constitutionnelle confirme officiellement Andy Rajoelina comme président de la transition.
- Quant à **Marc Ravalomanana, il s'exile au Swaziland** dans les jours qui suivent.
- Depuis, **des manifestations sont organisées** quasi quotidiennement par les partisans de Marc Ravalomanana à Madagascar, **pour demander le retour à la légalité**.



source : AFP www.lepoint.fr photo prise le 23 mars 2009



source : AFP

Actualité – crise malgache

- Le renversement du pouvoir n'a pas sorti le pays de la crise politique qui durent depuis plusieurs mois. Le soutien d'une partie de la population au président Marc Ravalomanana et la non reconnaissance de la Haute Autorité de transition par la plupart des institutions de la communauté internationale en témoignent.

Cette prise de pouvoir est considérée par la grande majorité de la communauté internationale comme un putsch et un coup d'Etat. La Haute Autorité de transition n'est pas reconnue par tous. Des appels sont lancés pour respecter la Constitution malgache.

Fin mars, la Communauté de développement d'Afrique austral (SADC) et l'Union africaine suspendent Madagascar de leurs instances.

Avril 2009

- **1ères déclarations et prises de décisions de la Haute Autorité de transition :**
 - Organisation d'élections présidentielles au plus tard sous 24 mois.
 - Suspension du parlement
 - Nomination des membres du gouvernement de la Haute Autorité de transition.
- Jeudi 2 avril, l'Organisation internationale de la francophonie a décidé de suspendre Madagascar ; qui doit théoriquement accueillir le sommet de la Francophonie en 2010.

- **Début avril des assises nationales sont organisées** pour essayer d'asseoir son pouvoir. L'un des enjeux majeurs de ces assises est l'établissement **d'un calendrier électoral**, pour des législatives et pour la présidentielle.

A l'issue de deux jours d'assises nationales, les autorités de transition ont proposé une élection présidentielle en octobre 2010.

Concernant les calendriers électoraux, sous réserve de l'adoption du projet de Constitution, les échéances suivantes sont fixées :

- une conférence nationale avant le 26 juin 2009
- un référendum constitutionnel en septembre 2009
- une élection présidentielle en octobre 2010
- des élections législatives pour mars 2010

Le texte final ne précise cependant pas si M. Rajoelina ou le président malgache déchu, Marc Ravalomanana, seront autorisés à participer à cette élection. D'après l'actuelle Constitution, un candidat à la présidence doit avoir au moins 40 ans, alors que M. Rajoelina n'en a que 34 aujourd'hui.

- **Des négociations sont organisées sous l'égide de l'ONU et de l'Union africaine.** En effet, la sortie de crise est également envisagée à travers l'obtention d'un consensus avec l'actuelle opposition. Bien que trois grandes familles politiques y sont représentées (notamment début avril) avec notamment des représentants des anciens chefs d'Etat, les partisans de Marc Ravalomanana y sont absents car ils exigent le retour au pays et la reprise de fonction, comme préalable aux discussions.
- Durant le mois d'avril, **plusieurs opposants en exil sont de retour** sur le sol malgache, à l'instar de Pierrot Rajaonarivelo, ancien vice-Premier ministre du régime de Didier Ratsiraka. Ces hommes politiques pourront jouer un rôle non négligeable dans les prochains mois.
- **Le jeudi 30 avril, la première réunion du Conseil consultatif de la communauté internationale sur Madagascar est organisée** au siège de l'Union africaine à Addis Abeba. Ce Conseil réunit, entre autres, l'OIF, l'UE, les trois pays africains qui siègent actuellement ainsi que les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que la SADC, la Communauté des Etats d'Afrique australe. Le Conseil consultatif est clairement en faveur d'une solution politique basée sur le consensus. Le Conseil facultatif de la communauté internationale a également condamné les violences et appelé au maintien de l'aide humanitaire en faveur des populations malgaches.

Actualité – crise malgache

- Cependant, la situation est toujours tendue. Manandafy Rakotonirina, désigné par Marc Ravalomanana comme nouveau Premier ministre, est arrêté peu de temps après, ce même jour, jeudi 30 avril.

Mai 2009

- Sous l'égide du Groupe de Contact (UA, ONU, OIF, SADEC), et malgré des difficultés, les différentes forces politiques malgaches continuent de discuter pour l'élaboration d'une "**Chartre de la Transition Consensuelle**". Celle-ci fait l'objet de discussions et devrait à terme servir d'accord politique pour rétablir à Madagascar un pouvoir légal et constitutionnel.
Par exemple, les différents représentants se sont mis d'accord sur le fait que celui qui dirige la transition doit accepter de ne pas être candidat au prochain scrutin présidentiel.
Peu de temps après, Andy Rajoelina a déclaré qu'il ne serait pas candidat à la prochaine élection présidentielle.
- Parallèlement, Marc Ravalomanana déclare qu'il envisage de rentrer "le plus tôt possible" à Madagascar.
- **Les 27 et 28 mai**, face au blocage des négociations politiques, une étape est franchie dans l'objectif de la réconciliation nationale. **Les assises militaires** ont permis de raffermir les liens au sein de l'armée. Les participants à ces assises, des hauts gradés et d'anciens ministres de la Défense, se sont engagés, toutes tendances confondues, à dépolitiser l'action de l'armée de Madagascar, dont le rôle doit être uniquement la protection de la nation et non plus les intérêts de uns ou des autres.
- **Fin mai** Andry Rajoelina, à la recherche de la reconnaissance internationale, a commencé une tournée de visite dans plusieurs pays africains (Sénégal, Libye, Maroc).

Juin 2009

- **Le mercredi 4 juin**, le président évincé Marc Ravalomanan est condamné par contumace à 4 ans de prison et 70 millions de dollars de dommages et intérêts pour conflit d'intérêts dans l'achat d'un avion présidentiel. L'ancien ministre des Finances et du Budget a écopé de la même peine, dans cette affaire.

La COMESA, le Marché commun de l'Afrique australe et orientale, a rejeté le changement de régime à Madagascar. Réunis le 8 juin au nord-ouest du Zimbabwe, les dix-neuf membres, tout en précisant qu'ils soutenaient les efforts de médiation, n'ont pas exclu une intervention militaire.

Déclaration du porte-parole du MAEE français, le 9 juin 2009, en réaction à la prise de position de la COMESA.

- Lors de sa réunion à Harare, la COMESA a indiqué que toutes les options étaient sur la table, y compris une intervention militaire pour rétablir le président Marc Ravalomanana. Quel est votre sentiment sur cette position ?

Nous préférons, et de très loin, le dialogue à toute perspective d'intervention militaire. Il existe un cadre, celui de l'Union africaine soutenu par la communauté internationale, en liaison avec les Nations unies. Cela nous paraît préférable à toute perspective d'intervention militaire.

- Est-ce que le fait que l'ancien président ait été condamné à la prison ferme ne complique pas l'issue pacifique ? Est-ce que ce n'est pas un obstacle aux négociations ?

Des obstacles à la négociation, il y en a sans doute, puisqu'il n'y a pas encore de sortie de crise totalement stabilisée. Mais nous avons vraiment le sentiment qu'une intervention militaire n'est pas une bonne idée.

Madagascar ou l'éternel retour de la crise

Reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire malgache, **Jean Fremigacci** considère que cette crise est avant tout celle d'un régime discrédité par plusieurs affaires. L'historien remarque aussi que la Grande Ile est régulièrement touchée par ce genre de révolte populaire. Dans un contexte de crise, le pays aura cette fois beaucoup de mal à s'en relever.

- Jean Fremigacci est intervenu au cours du groupe pays Madagascar à Cités Unies France du mercredi 25 mars 2009.

La crise qui vient d'éclater à Antananarivo ressemble moins aux émeutes de la faim qu'à un ras-le-bol du régime en place. Qu'en pensez-vous ?

La crise en cours est avant tout politique dans ses origines. Tout comme celles de 1972, 1991-92 et 2001-2002. Le pouvoir s'est discrédité et même délégitimé à l'occasion d'affaires comme celle de l'achat de l'avion présidentiel « Force One » qui a coûté 60 millions de dollars ou comme la location pour un bail de 99 ans de 1,3 million de terres au coréen Daewoo. Ces affaires ont joué le rôle de catalyseur d'un mécontentement social profond qui a donné son ampleur au mouvement sur lequel surfe Andry Rajoelina. La perte d'autorité du pouvoir a alors ouvert la voie au pillage en deux temps. D'abord, expression d'une condamnation, le pillage ancestral, rituel et probablement organisé qui détruit les biens et les signes mêmes de la présence du pouvoir déchu (magasins Magro, Radio et télévision nationale, etc.). Ensuite le pillage « moderne » par le prolétariat urbain misérable qui échappe à tout contrôle. Je ne crois guère à la thèse du complot planifié par les Ratsirakistes qui a cours dans certains cercles de la grande bourgeoisie de Tana, et qui présente Rajoelina comme un simple homme de paille de l'ancien président. La crise aurait pu n'éclater que dans deux ou trois ans, mais les erreurs de Ravalomanana ont créé les occasions pour qu'elle survienne plus tôt que prévu.

Andry TGV Rajoelina incarne aujourd'hui l'espoir. Mais il possède beaucoup de points de ressemblance avec Ravalomanana. Peut-il véritablement incarner un renouveau de la vie politique malgache comme il veut le laisser croire ?

Il n'y a là aucune contradiction. Andry Rajoelina, jeune entrepreneur dynamique, ressemble au Ravalomanana d'avant 2002, porteur d'espoir, et qui n'avait pas encore trahi ses promesses, et dont on ne savait pas trop dans quelles conditions, frauduleuses ou pas, il avait bâti sa fortune. Mais depuis il s'est glissé dans la peau des maîtres traditionnels du pays depuis l'oligarchie du XIXe siècle jusqu'à l'oligarchie coloniale et à celle des Républiques qui ont suivi, qui se sont régulièrement taillé des rentes de monopole en profitant du pouvoir pour s'emparer des meilleures affaires. Si au lieu de tout verrouiller, Marc Ravalomanana avait libéré l'esprit d'entreprise comme il l'avait promis, Andry Rajoelina n'aurait peut-être jamais fait de politique. Maintenant, s'il arrive au pouvoir, peut-être que ce dernier évoluera de la même façon... Mais l'ascension d'Andry Rajoelina est en soi un fait positif qui montre qu'à Madagascar, en Imerina (la région autour de Tana) et dans certains centres



Première cible des émeutiers : les symboles du pouvoir comme la Radio Nationale Malgache et la Télévision Nationale Malgache. Source : www.sobika.com

côtiers au moins, on est tourné vers la modernité et que l'on fait confiance à la jeunesse : ça n'allait pas de soi ! Rajoelina donne un coup de vieux à Ravalomanana, tout comme ce dernier avait fait apparaître Ratsiraka comme un archéo dépassé.

Demandons à un historien de parler d'avenir. Quelle peut être l'issue de cette crise ?

J'aimerais me tromper, mais je suis pessimiste, comme De Gaulle qui avait déclaré « Madagascar est un pays d'avenir... et le restera ». Chaque crise laisse une ardoise, et celle de la crise en cours risque d'être particulièrement salée. D'autant que le contexte mondial est très défavorable à un redressement. Les investissements miniers qui ont permis de maintenir le cours de l'ariary depuis trois ou quatre ans pourraient bien être mis en sommeil pour cause de chute des prix mondiaux.

Les pages thématiques

De nombreux secteurs clés sont en crise grave (crevettes, café, zones franches exportatrices, etc.). La saison touristique est plus que compromise.

Si le président se maintient, ce sera au prix d'une crise politique chronique paralysante.

Ravalomanana n'a plus guère de base sociale dans le pays. S'il se maintient au pouvoir malgré sa perte de crédit et de légitimité, ce sera au prix d'une crise politique chronique paralysante. Cela dit, je ne vois pas Rajoelina redresser la situation, il n'a pas les moyens matériels et humains pour cela.

Madagascar a été saignée à blanc au niveau de ses élites par l'émigration. Quant au peuple, la crise l'a fait renouer avec des comportements anarchiques qu'il ne sera pas facile de corriger. Et aucun grand parti politique n'est là pour l'encadrer. À chaque fois, le parti dominant s'effondre avec le président.

Durant son histoire contemporaine, Madagascar a été régulièrement secouée par des crises violentes. Ces événements sont-ils comparables aux précédentes révoltes ?

Chaque crise malgache a ses spécificités conjoncturelles. La vérité est que toutes font partie d'une seule et même crise de rejet périodique du politique qui a commencé il y a près de quarante ans. Cette situation n'est pas nouvelle. L'Etat royal, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, puis la colonisation, l'avait déjà connue (voir mon article dans la revue *Tsingy* n°6). On pourrait dire qu'à Madagascar, l'état de crise chronique est l'état normal. C'est ce qui a généré l'absence complète de confiance des Malgaches dans l'avenir de leur pays. Rappelons aussi qu'en malgache « politika » veut dire aussi « tromperie ». Il y a cependant un point positif dans la crise actuelle : elle oppose deux Merina, et rejette dans l'ombre le redoutable problème des antagonismes ethniques côtiers-merina si angoissant en 2002. La question sociale

Jean Fremigacci a été enseignant au lycée Gallieni d'Antananarivo, puis maître de conférence à l'université de la capitale malgache (de 1969 à 1988) et à l'université de Paris Panthéon-Sorbonne. Il est l'auteur d'une quarantaine d'articles sur l'histoire de la Grande Ile. En 2008, il a publié en collaboration avec l'historienne Lucie Rabearimanana "L'insurrection de 1947 et la décolonisation à Madagascar", tome 1. Cet ouvrage a été édité à Antananarivo par la maison Tsipika.

occupe désormais le premier plan.

Madagascar possède de nombreuses richesses naturelles. Peut-être y exploitera-t-on bientôt du pétrole. Pourquoi le pays ne parvient-il pas à décoller ?

La vision de Madagascar comme un pays pourvu de vastes richesses est largement un mythe, très ancien d'ailleurs. Dans les années 1880, François de Mahy « Le grand créole » s'était appuyé sur lui pour persuader nos députés de la nécessité de conquérir l'île, en parlant de « Normandie tropicale » et autres fadaïses...

Et ça continue aujourd'hui avec le mythe du pétrole que l'on ressort périodiquement... depuis les années 1920. Lors de la crise économique sévère de 1980 à 1982, le pétrole, assura alors Ratsiraka, allait sauver le pays à partir de 1985. En réalité, le potentiel du pays, qui n'est pas négligeable, ne pourrait être exploité qu'au prix d'investissements très importants. C'est-à-dire ce qu'on n'a jamais su faire jusqu'ici. C'est le cas, par exemple, des gisements de schistes bitumineux de l'Ouest, ou des grands travaux hydrauliques agricoles qui permettrait une mise en valeur complète du lac Alaotra ou des grandes plaines alluviales de l'Ouest. Madagascar, pays faiblement peuplé jusqu'au XXe siècle, a pu vivre ainsi, à la notable exception de la riziculture Merina à partir du XVIIe siècle, grâce à la riziculture, d'une économie de prédation vis-à-vis de la nature (l'historien Hubert Deschamps parlait d'ailleurs de « robinsonnade »), devenue ensuite prédatrice vis-à-vis des hommes. Pourtant, beaucoup d'entrepreneurs considèrent qu'on peut y trouver une excellente main-d'œuvre. Mais tout développement est bloqué par le politique qui représente l'oligarchie dominante du moment qui confisque toute plus-value jusqu'à l'explosion périodique, et ensuite on recommence. Avec la poussée démographique, ces pratiques traditionnelles ne sont plus tenables. C'est pourquoi on peut espérer qu'un jour se lèvera le nouvel Andrianampoinimerina (le grand souverain qui a régné de 1787 à 1810 ; aujourd'hui encore la figure du souverain réalisateur, juste et bon). Un nouvel homme fort qui engagera son pays dans la voie d'une ère Meiji : le modèle du Japon moderne est un autre mythe ancien, énoncé dès 1889 par un intellectuel malgache !

Source : *journal du dimanche* 1^{er} février 2009

Les pages thématiques

Lors de la dernière réunion du groupe Madagascar de Cités Unies France, le 25 mars 2009, les collectivités françaises ont émis la volonté de rédiger un communiqué commun pour montrer la cohésion des collectivités françaises concernant la poursuite de leurs actions de coopération décentralisée. Voici ci-dessous cette déclaration commune.



Déclaration commune

Les collectivités territoriales membres du groupe-pays Madagascar de Cités Unies France et de l'Association des Régions de France, engagées dans la coopération décentralisée à Madagascar se sont réunies le 25 mars 2009.

À cette occasion, se référant en particulier aux statuts de Cités et Gouvernements locaux Unis et à la Charte européenne de la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale, elles réaffirment leur engagement auprès des populations locales malgaches et déclarent vouloir poursuivre leur coopération.

Préoccupées par la situation nationale malgache, elles rappellent que les projets mis en oeuvre dans le cadre de la coopération décentralisée ne peuvent porter leurs fruits que dans un climat général propice au respect des élus et des institutions.

Les élus locaux et représentants régionaux malgaches resteront leurs interlocuteurs afin de pouvoir poursuivre leurs coopérations.

Dans l'attente d'une clarification de la situation politique, les collectivités territoriales françaises s'abstiendront d'envoyer des élus en mission à Madagascar.

Afin de suivre au plus près l'évolution de la situation, elles continueront d'échanger fréquemment entre elles et avec leurs correspondants malgaches. Elles souhaitent également être régulièrement informées par les autorités françaises.

Elles saluent enfin l'arrivée d'un nouvel Ambassadeur de France à Madagascar.

Fait à Paris, le 2 avril 2009

Jean-Paul Bachy
Président de la Commission
Affaires internationales -
Coopération décentralisée
Association des Régions de France

Alain Huard
Président du groupe-pays Madagascar
Cités Unies France

ACTUALITE DES MEMBRES DE LA PLATE-FORME

ASAMada 61 :

du 29 mai au 6 juillet : Mission à Madagascar. Bernard et Annick Jourdain se rendent à Madagascar au centre de formation Professionnel de Bevalala. Objectifs : poursuivre les cours de zootechnie, contrôle des performances bovins et porcins, Gestion technique et économique et continuer et parfaire les analyses terres et fourrages au nouveau laboratoire.

CRBN :

Jeudi 2 juillet : organisation d'une réunion de travail autour de la coopération de la Région Basse-Normandie et Atsinanana. Objectif : temps d'échanges avec les principaux partenaires de la coopération décentralisée de la Région sur la situation actuelle à Madagascar, l'avancée des projets et les pistes de coopération inter régionale renforcée.

Communiqué du MAEE du 24 avril 2009

Violences à Madagascar (24 avril 2009)

La France déplore les nouvelles pertes en vies humaines du fait des violences à Madagascar les 20 et 23 avril.

Elle condamne avec la plus grande fermeté les instigateurs et les auteurs de ces actes de violence. Ces événements démontrent une nouvelle fois l'absolue nécessité de faire prévaloir le dialogue. Il y a urgence.

Avec la communauté internationale, la France appelle l'ensemble des parties malgaches à renoncer immédiatement aux provocations et à la violence et à unir leurs efforts pour trouver, entre Malgaches, un schéma consensuel de sortie de crise pacifique, constitutionnelle et durable.

Pour ce faire, elle appelle les responsables politiques du pays, mais aussi les représentants de la société civile et des forces vives de Madagascar, à poursuivre, sans délai ni préalable et avec le sens nécessaire du compromis, les négociations entamées, le 9 avril, sous l'égide notamment des Envoyés spéciaux de l'Union africaine et des Nations unies.

A plusieurs reprises, la communauté internationale a marqué sa disponibilité à accompagner un tel processus inclusif de sortie de crise. A ce titre, la France salue l'initiative de l'Union africaine de création d'un « Groupe international de Contact » qui se réunira pour la première fois le 30 avril prochain à Addis-Abeba. Elle y sera présente en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Source : www.diplomatie.gouv.fr